



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 23 mai 1975

Siège social : 18, avenue Victoria
75001 PARIS

SIREN : 775 659 501 – NAF : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE

Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 23 mai 1975

Siège social : 18, avenue Victoria
75001 PARIS

SIREN : 775 659 501 – NAF : 8899B

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents de l'Association **NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **NATIONALE DE READAPTATION SOCIALE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 12 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

HALIMA BENSALAH

✓ Certified by  yousign

Halima BENSALAH

COMPTES ANNUELS

en euros

Association Nationale de Réadaptation Sociale

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan au 31/12/2024

18 avenue Victoria
75001 Paris

SIRET : 77565950100057

NAF : 8899B

Sommaire

Dossier - page de garde	1
Sommaire	2
Compte rendu de travaux	4

BILAN

Bilan Actif	5
Bilan Passif	6

COMPTE DE RÉSULTAT

Compte de résultat	7
Compte de résultat (Suite)	8

ANNEXE

Présentation de l'ANRS	9
Présentation de l'ANRS	10
Présentation de l'ANRS	11
Règles et méthodes comptables p1	12
Règles et méthodes comptables p2	13
Règles et méthodes comptables p3	14
Règles et méthodes comptables p4	15
Règles et méthodes comptables p5	16
Honoraires des commissaires aux comptes	17
Etat des immobilisations	18
Etat des amortissements	19
Etat des provisions et dépréciations	20
Etat des créances et dettes	21
Charges à payer et produits à recevoir	22
Produits et charges constatés d'avance	23
Détermination du résultat effectif global de l'entité	24
Variation des fonds dédiés et reportés	25
Synthèse de la variation des fonds dédiés et reportés	26
Tableau de résultats des ESMS et proposition d'affectation	27
Variation des fonds propres 431-5	28

DÉTAIL DES COMPTES

Bilan Actif détaillé	29
Bilan Passif détaillé	32
Compte de résultat détaillé	35
Contributions volontaires en nature détaillées	42

COMPTE RENDU DE TRAVAUX

Mission de présentation des comptes

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du _____, nous avons effectué une mission de présentation des comptes de l'entité **Association Nationale de Réadaptation Sociale** relatifs à la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 8 177 778 €
- Excédent : 45 541 €

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à
Le

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	60 888	60 888		4 283
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	176 523	148 530	27 993	39 873
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	5 279 907	3 887 296	1 392 612	856 420
Installations techniques, matériel et outillages industriels	568 601	421 640	146 962	107 307
Autres immobilisations corporelles	1 427 662	1 039 991	387 671	342 426
Immobilisations corporelles en cours	15 860		15 860	15 860
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	217 179		217 179	209 920
TOTAL I	7 746 621	5 558 345	2 188 276	1 576 089
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 180 007	4 033	1 175 974	1 372 557
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	499 571		499 571	374 506
Valeurs mobilières de placement	1 275 686		1 275 686	759 089
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 019 306		3 019 306	2 911 178
Charges constatées d'avance	18 965		18 965	18 728
TOTAL III	5 993 535	4 033	5 989 502	5 436 057
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	13 740 155	5 562 378	8 177 778	7 012 146

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	493 132	493 132
Fonds propres complémentaires	322 487	319 995
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 158 883	1 739 295
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	652 782	555 161
Autres réserves	2 630 788	2 253 917
Report à nouveau	414 944	239 333
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	88 037	175 087
Excédent ou déficit de l'exercice	45 541	300 750
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-180 478	64 758
Situation nette	4 559 674	4 162 289
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	231 029	5 436
Provisions règlementées	321 038	321 038
TOTAL I	5 111 741	4 488 763
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	94 268	94 268
TOTAL III	94 268	94 268
Provisions		
Provisions pour risques	253 512	133 631
Provisions pour charges	829 004	583 792
TOTAL IV	1 082 516	717 422
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	174 375	228 028
Emprunts et dettes financières diverses	23 392	18 231
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 489	171 777
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 335 275	1 208 869
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	104 248	63 338
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 475	21 451
TOTAL V	1 889 253	1 711 694
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	8 177 778	7 012 146

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	260	200
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	334 763	304 672
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	10 703 859	9 904 340
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	10 703 859	9 904 340
Subventions d'exploitation	1 856 009	1 978 029
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 521	302 452
Utilisations des fonds dédiés	154 900	
Autres produits	38 404	32 254
TOTAL I	13 103 716	12 521 947
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	4 562 219	4 321 004
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	767 203	708 678
Salaires et traitements	5 059 899	4 655 916
Charges sociales	2 146 872	2 012 747
Dotations aux amortissements et dépréciations	296 471	254 741
Dotations aux provisions	195 029	121 849
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	114 529	99 540
TOTAL II	13 142 222	12 174 477
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-38 505	347 471

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		2 424
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	40 091	11 816
TOTAL III	40 091	14 240
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	8 416	10 131
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	8 416	10 131
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	31 675	4 109
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-6 831	351 580
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		15 111
Sur opérations en capital	16 212	640
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	45 196	27 859
TOTAL V	61 408	43 610
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		34 545
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		57 612
TOTAL VI		92 157
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	61 408	-48 547
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	9 036	2 282
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	13 205 215	12 579 797
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	13 159 674	12 279 047
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	45 541	300 750
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociale sous gestion contrôlée	- 180 478	64 758

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	63 101	75 134
TOTAL	63 101	75 134
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	63 101	75 134
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	63 101	75 134

Annexe

PRESENTATION DE L'ANRS

1. Objet social de l'ANRS

L'Association Nationale de Réadaptation Sociale (ANRS) a été créée le 8 mai 1961, déclarée à la Préfecture de Police le 19 mai 1961 et publiée du Journal Officiel de la République Française du 06 juin de la même année. Le fondateur de l'ANRS est le Ministère de la Santé et de la Population.

L'ANRS a été Reconnue d'Utilité Publique par décret en date du 23 mai 1975.

Initialement, l'ANRS avait pour mission des politiques publiques de mener une action de prévention de la prostitution et une action de réadaptation sociale en faveur des personnes en danger de prostitution ou s'y livrant.

Le début des années 1980 a été marqué par les premières lois de décentralisation qui ont réorganisé les transferts de compétences de l'Action Sociale. L'ANRS s'est appropriée cette nouvelle législation et a mis en place une profonde réorganisation structurelle et éducative. Elle a élargi son champ d'intervention avec l'accueil des jeunes en danger ou en difficulté pour les accompagner dans leur projet d'insertion dans la société.

Les orientations de l'ANRS ont été renforcées par la Loi d'orientation du 29 juillet relative à la lutte contre les exclusions et la Loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

L'ANRS a rassemblé les outils propres à la protection de l'enfance, pour un public d'adolescents et ceux propres à l'insertion pour un public de jeunes adultes.

L'ANRS intervient auprès des jeunes dans le cadre de la protection de l'enfance, l'insertion et la formation pour le public le plus éloigné de l'emploi. Elle gère également une résidence sociale et un centre d'hébergement favorisant la prévention de l'errance.

2. Nature et périmètre des missions sociales réalisées par l'ANRS

L'ANRS réalise des mesures de protection de l'enfance, afin de protéger les adolescents et d'accompagner leur insertion. Les professionnels participent à la prévention des conduites à risque, de la prostitution et de l'errance. Pour ce faire, ils aident à la recherche d'hébergement et à l'accès au logement de droit commun. Ils proposent également des outils de formation adaptés.

Les activités de l'ANRS s'exercent à Paris et dans la région parisienne autour de trois missions principales :

- L'accueil et l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans avec un accompagnement vers le logement de droit commun ;
- La protection de l'enfance, plus particulièrement spécialisée pour les adolescents ;
- La formation à l'appui d'outils innovants

La concrétisation des missions de l'ANRS passe par les actions suivantes :

- Mettre en place une aide concrète et personnalisée dans un délai court ;
- Initier un processus d'insertion dont la personne est partie prenante ;
- Piloter la cohérence des interventions ;
- Travailler en réseau et partenariat ;
- Évaluer le travail réalisé.

3. Moyens mis en œuvre par l'ANRS

Conformément à son objet social et aux missions poursuivies, l'ANRS crée et assume la gestion des établissements et des services.

Pour chaque mission, l'ANRS dispose de services et d'établissements qui se présentent comme suit :

L'accueil et l'insertion des jeunes de 18 à 25 ans :

- Service Insertion Jeunes (Paris 11ème) ;
- Permanence Accueil Jeunes (Paris 20ème) ;
- Résidence Sociale Tillier (Paris 12ème) ;
- Service Éducatif Logement Jeunes (Paris 11ème) ;
- Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) l'Airial (Argenteuil 95).

La protection de l'enfance, plus particulièrement spécialisée pour les adolescents :

- Service Éducatif pour Adolescents (Paris 10ème) ;
- Services d'Accueil d'Urgence 75 : Didot et Regnault (Paris 14ème) ;
- Foyer la Manoise (Argenteuil 95) ;
- Service Synergie (Paris 12ème).

Les missions de l'ANRS sont financées par des recettes annuelles qui se composent :

- Du revenu de ses biens à l'exception de l'exception de la fraction annuellement capitalisée ;
- Des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- Des subventions de l'Etat, de la Région de l'Ile-de-France, des départements, des communes et des établissements publics et de la Caisse des Allocations Familiales ;
- Du produit des libéralités dont l'emploi est autorisé au cours de l'exercice ;
- Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- Du produit des rétributions perçues pour service rendu.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Éléments significatifs survenus au cours de l'exercice

L'exercice 2024 a été ponctué par les événements suivants :

- La fusion effective avec MARJA au 01/01/2024, reprise de 7 salariés ;
- L'extension de service SEA-POMO , mesures supplémentaires ;
- L'arrivée du nouveau Directeur du Pôle insertion au 22/04/2024 ;

Évènements significatifs survenus depuis la clôture

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les faits suivants sont survenus :

- Le projet d'achat d'un bien immobilier pour le CHRS Arial ;
- Le déménagement en mai 2025 des locaux de Synergie ;
- Le départ en retraite du Directeur du SAU 75 ;
- L'accroissement de l'activité pour Synergie.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- La continuité de l'exploitation ;
- La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (hors changements de méthodes impliqués par les nouveaux règlements et présenté en début d'annexe) ;
- L'indépendance des exercices.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément :

- Au Règlement ANC 2014-03 et au Règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 applicables aux personnes morales de droit privé non commerçante et à but non lucratif au titre des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 dans sa version homologuée le 29 décembre 2020, intégrant le Règlement n°2019-04 du 8 novembre 2019 homologué par arrêt du 26 décembre 2019 ;
- A l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux et aux organismes gestionnaires ;
- A l'arrêté du 12 novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires.

I. Principes généraux

1. Immobilisations incorporelles et corporelle

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Le cas échéant, les intérêts des emprunts spécifiquement souscrits en vue de la production des immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations pour la période précédant leur mise en service. Les autres frais d'acquisition des immobilisations sont constatés en charges de l'exercice d'acquisition.

Elles n'ont pas fait l'objet d'une décomposition suivant les directives des nouveaux règlements à partir des éléments antérieurement valorisés. Ceci n'a pas entraîné d'incidence ni sur la situation nette comptable, ni sur les amortissements. Les nouvelles immobilisations acquises depuis 2005 font l'objet d'une décomposition par éléments lorsque celle-ci est pertinente, notamment vis-à-vis de la valeur des biens considérés.

L'application des règlements n'a pas apporté de modifications dans la présentation de ces comptes. Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués suivant le mode linéaire sur la valeur d'acquisition des biens. Cette méthode a été jugée opportune sans qu'il soit nécessaire de retenir une valeur de cession.

Par conséquent, les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation probable dans l'entreprise :

- Constructions : 10 à 25 ans ;
- Agencements et aménagements : 5 à 15 ans ;
- Installations techniques : 6 à 10 ans ;
- Matériel de transport : 4 à 5 ans ;
- Mobilier et matériel de bureau : 3 à 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 à 6 ans.

2. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3. Valeurs immobilières de placement

Les valeurs mobilières de placements sont valorisées à leur coût d'acquisition. Par rapport au cours de marché au 31 décembre 2024. Il n'y a pas de dépréciation.

a) Provisions réglementées et réserve de trésorerie

Les dotations au fonds de roulement sont calculées en fonction des budgets approuvés par l'administration (compte 141).

L'affectation par tiers des excédents de gestion des activités conventionnées est inscrite dans la rubrique « Réserves » (compte 10685).

b) Provisions pour congés payés

La variation de l'exercice de la provision pour congés à payer a été comptabilisée dans les comptes de charges. Cette provision n'est en général pas acceptée par les financeurs et, dans cette hypothèse, lors de l'affectation du résultat, elle est portée en compte 115922 « dépenses pour congés à payer ».

La dette provisionnée pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

c) Provision pour indemnités de départ en retraite

Les engagements relatifs aux départs en retraite ont été calculés pour les membres du personnel âgés de 55 ans et plus au 31 décembre de l'exercice. Les provisions calculées à ce titre ont été comptabilisées et figurent dans les comptes pour un montant qui intègre les charges dues à ce titre.

Au 31 décembre 2024 le montant de la provision chargée s'élève à 616.522,03€. Cette provision n'est pas toujours acceptée par les financeurs et, dans cette hypothèse, lors de l'affectation du résultat, elle est portée en compte 115928 « autres dépenses non opposables aux financeurs ».

Pour l'ensemble des salariés, la provision est constituée dans les hypothèses suivantes :

- Taux d'évolution annuelle du salaire : 0.50% ;
- Taux monétaire annuel : 0.50% ;
- Table de mortalité INSEE 2009/2011 ;
- Taux de charges 54 % ;
- Turn-over moyen
- Age départ à la retraite : 62 ans

Au titre de l'exercice 2024 il est constaté une dotation nette de 61.114,19€.

d) Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont évaluées à l'arrêté des comptes. Elles sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine. Au 31 décembre 2024, le solde des provisions est de 253.512,12€ (hors les provisions pour indemnités de départ en retraite évoquées ci-dessus).

Compte tenu des méthodes de financement, la notion de provision plus restrictive du règlement 2016-07 de l'ANC n'est pas appliquée intégralement.

Toutefois, les provisions pour grosses réparations qui sont destinées à couvrir des charges importantes qui ne représentent pas un caractère annuel et ne peuvent être assimilées à des frais courants d'entretien et de réparation, sont constituées, quand cela est nécessaire.

5. Autres méthodes

a) Emprunts :

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

b) Différences sur réalisation d'actifs :

Sont affectées à ce compte les plus-values sur cessions ou sorties d'actif.

c) Agrégation des comptes annuels :

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre, un siège (service commun) et une activité propre. Chacun de ces établissements tient une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et des dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de service gérés en commun, correspondant aux frais de Siège, de 524.017,00€, et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. En fait, compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent réglementairement exister.

d) Compte de résultat :

Les comptes de résultat étant soumis aux autorités de contrôle, ces chiffres ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

6. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Le Règlement ANC n°2018-06 apporte une nouveauté qui réside dans l'obligation de l'ANRS de recenser et valoriser toutes les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires apportées sont comptabilisées à l'appui des valorisations fournies par ses apporteurs ou à défaut estimées par l'ANRS. Elles sont comptabilisées en pied du compte de résultat.

Le montant des contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2024 est de 63.101€ contre 75.134€ en 2023. Il s'agit de dons alimentaires reçus par le CHRS de l'AIRAIL pour l'année 2024. Leur valeur est estimée par les donateurs.

7. Rémunération des dirigeants bénévoles

Conformément à la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif, il est précisé que les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés ne sont pas rémunérés. Il s'agit du Président, du vice-président et du trésorier de l'association.

8. Engagements hors bilan : Articles R123-196 à R123-198 du code de commerce

a) Engagements reçus :

Garantie reçue du département du Val d'Oise à hauteur de 50% de toutes sommes dues au titre du prêt contracté par l'association auprès du Crédit Foncier en 2011 pour le financement de travaux d'aménagement d'un pavillon sis 8, rue du Paradis à Argenteuil, dans le cadre de l'extension du foyer La Manoise.

Montant de l'emprunt : 804 806 €
Date début de date de réalisation : 17/11/2011
Durée de l'emprunt: (réalisation + amortissement) 17 ans
Taux de l'emprunt à l'origine: 3,496% (indexé sur le taux du livret A)
Taux de l'emprunt en cours: 1,85%
Montant restant dû au 31 décembre 2024 : 174.374,77 €

b) Engagements donnés :

Hypothèque à hauteur de 402 403 € en principal, accessoires évalués à 30%, de 1er rang et sans concurrence au profit du Crédit Foncier sur l'immeuble propriété de l'Association sis 8, rue de Paradis à Argenteuil en garantie de la moitié de l'emprunt d'un montant de 804 806 €, d'une durée de 17 ans, consenti par le Crédit Foncier.

9. Effectif 2024 :

ETABLISSEMENT	Effectif			ETP réel
	N Cadre	Cadre	Total	
DG	1,00	5,00	6,00	6,00
SYNERGIE	10,00	3,00	13,00	12,20
SAU	28,00	5,00	33,00	31,19
SEA	27,00	8,00	35,00	35,00
SIJ	4,00	2,00	6,00	6,00
PAJ	4,00	0,00	4,00	3,55
Pôle résidence	9,00	1,00	10,00	10,00
Foyer	19,00	2,00	21,00	19,74
AIRIAL	9,00	3,00	12,00	11,70
MARJA	5,00	1,00	6,00	6,00
TOTAUX	116,00	30,00	146,00	141,38

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	33 326
Conseils et prestations de services	
TOTAL	33 326

Commentaires : néant

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	42 828		18 060
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	176 523		
TOTAL	219 351		18 060
Terrains			
Constructions :	1 018 863		406 739
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations :	3 071 752		817 254
- Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage	492 604		93 427
- Générales, agencements et aménagements divers	362 287		17 856
Matériel :	161 999		23 538
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	774 767		127 224
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	15 860		
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	5 898 131		1 486 038
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	209 920		10 773
TOTAL	209 920		10 773
TOTAL GÉNÉRAL	6 327 402		1 514 871

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement			60 888	
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			176 523	
TOTAL			237 411	
Terrains				
Constructions :			1 425 602	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :		34 700	3 854 305	
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage		17 429	568 601	
- Gales, agencts et aménagt. divers			380 143	
Matériel :			185 537	
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier		40 009	861 982	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			15 860	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		92 138	7 292 031	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		3 514	217 179	
TOTAL		3 514	217 179	
TOTAL GÉNÉRAL		95 652	7 746 621	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				38 545	22 343		60 888
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				136 650	11 880		148 530
TOTAL				175 195	34 223		209 418
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre				851 262	340 751		1 192 013
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				2 382 933	347 049	34 700	2 695 282
Installations techniques, matériel et outillage industriel				385 297	53 772	17 429	421 640
Installations générales, agencements et aménagements divers				342 828	9 284		352 112
Matériel de transport				95 590	16 667		112 258
Matériel de bureau et informatique, mobilier				518 208	97 423	40 009	575 622
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				4 576 118	864 946	92 138	5 348 926
TOTAL GÉNÉRAL				4 751 313	899 169	92 137	5 558 345

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
Provisions pour : - Reconstitution du BFR	301 005			301 005
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	20 032			20 032
TOTAL I	321 038			321 038
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges	133 631	129 881	10 000	253 512
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations	555 408	61 114		616 522
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions	28 384	184 098		212 482
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	717 422	355 093	10 000	1 082 516

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	3 163	4 033	3 163	4 033
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	3 163	4 033	3 163	4 033
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 041 622	369 126	3 163	1 407 587
- D'exploitation		369 126	3 163	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Notes sur le tableau des provisions : 170 065 € d'augmentation sont du à la reprise de l'établissement MARJA

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	217 179		217 179
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	4 033		4 033
Clients, usagers et comptes rattachés	1 175 974	1 175 974	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	7 076	7 076	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	274 000	274 000	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	218 495	218 495	
Charges constatées d'avance	18 965	18 965	
TOTAL	1 915 722	1 694 510	221 212

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	174 375	53 653	120 721	
Emprunts et dettes financières diverses	23 392		23 392	
Fournisseurs et comptes rattachés	247 489	247 489		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	691 979	691 979		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	578 821	578 821		
Impôts sur les bénéfices	10 926	10 926		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	53 549	53 549		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	104 248	104 248		
Produits constatés d'avance	4 475	4 475		
TOTAL	1 889 253	1 745 140	144 113	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 163	33 461
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	886 424	788 555
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	914 587	822 016

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	159 794	169 069
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	159 794	169 069

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	4 475	21 451
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		4 475	21 451

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	18 965	18 728
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		18 965	18 728

Détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable	45 541	300 750
Reprise du résultat antérieur	396 634	482 960
Excédent ou déficit effectif global	442 176	783 710
Dont résultat effectif sous gestion propre	226 020	235 992
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	216 156	547 718

Commentaires : néant

Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
TOTAL							
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Evaluation externe CITS 2017 et 2018	4 668 89 599					4 668 89 599	
TOTAL	94 267					94 267	
TOTAL GÉNÉRAL	94 267					94 267	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Synthèse des variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	94 267					94 267	
TOTAL GÉNÉRAL	94 267					94 267	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Synthèse des variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL GÉNÉRAL				

Tableau de résultats des ESMS et proposition d'affectation

RESULTAT A AFFECTER					PROPOSITIONS D'AFFECTATION						
ETABLISSEMENT	Résultat comptable	Résultats antérieurs à affecter	Dépenses non opposables	Résultat administratif	Affectation en Réserves				Affectation en report à nouveau		
					Excédent Invest	Excédent Couverture BFR	Réserve de compensation des déficits d'exploitation	Compensation Charges d'amort	Excédent réduction charges exploitation	Excédent financement mesures exploitation	Report à nouveau
DG	-36 266,53	-30 472,00	16 570,17	-50 168,36			-50 168,36				
SAU	-139 187,93	22 255,97	31 941,03	-84 990,93			-84 990,93				
SEA - POMO	-47 507,94	131 929,00	21 639,26	106 060,32				106 060,32			
SYNERGIE	24 776,47	76 754,00	12 522,68	114 053,15				114 053,15			
FOYER	58 650,14	117 206,00	9 595,50	185 451,64			185 451,64				
CHRS	34 135,17		-7 033,22	27 101,95				27 101,95			
MARJA	-75 077,85		-6 274,11	-81 351,96			-81 351,96				
Sous Total	-180 478,47	317 672,97	78 961,31	216 155,81			-31 059,61	247 215,42			
SU	149 533,81			149 533,81			149 533,81				
PAEJ	33 386,38			33 386,38			33 386,38				
RT	-71 063,28			-71 063,28							-71 063,28
SELoJ	-16 923,62			-16 923,62			-16 923,62				
CHRS HU 95	19 558,76			19 558,76			19 558,76				
CHRS HU 75	103 404,40			103 404,40			103 404,40				
GNC	8 123,44			8 123,44			8 123,44				
Sous Total	226 019,89			226 019,89			297 083,17				-71 063,28
TOTAUX	45 541,42	317 672,97	78 961,31	442 175,70			266 023,56	247 215,42			-71 063,28

--- fin de page ---

Variation des fonds propres 431-5

(art. 153-1 du règlement ANC 2019-04)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	813 127		2 492		815 619
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 809 079	64 757	409 734		3 283 570
- dont réserves des activités sociales et médico sociales	1 739 295		419 588		2 158 883
Report à nouveau	239 333	235 993		60 381	414 944
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales	175 087	-87 050			88 037
Excédent ou déficit de l'exercice	300 750	-300 750	45 541		45 541
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales	64 758	-64 758	-180 478		-180 478
Situation nette	4 162 289		457 767	60 381	4 559 674
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	5 436		278 555	52 962	231 029
Provisions réglementées	321 038				321 038
TOTAL	4 488 763		736 322	113 343	5 111 741

Commentaires : néant